

Convention collective départementale
IDCC : 920. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, ÉLECTRIQUES
ET CONNEXES
(Vienne)
(21 décembre 1976)

ACCORD DU 24 OCTOBRE 2018
RELATIF À DES MESURES URGENTES EN FAVEUR DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE (FILIERE DIESEL)
(VIENNE)

NOR : ASET1950143M
IDCC : 920

Entre :

UIMM Vienne,

D'une part, et

CGT ;

CFDT ;

FO ;

CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

À travers cet accord, les organisations signataires démontrent leur capacité à s'entendre pour s'adapter à leur environnement et au contexte économique exigeant, ainsi que leur capacité à innover sans cesse pour répondre aux besoins des entreprises et des salariés. Elles rappellent leur attachement à un dialogue social vivant et constructif qui met l'entreprise et l'emploi au cœur de leurs préoccupations.

Cet accord s'inscrit dans le cadre de l'article 9 de l'accord national du 23 septembre 2016 relatif à l'emploi dans la métallurgie et dans le cadre de l'article L. 6332, II, 7° dans sa rédaction en vigueur à la date de conclusion du présent accord.

L'objectif est de définir conjointement des mesures urgentes en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle en vue d'accompagner les entreprises du secteur automobile filière Diesel, confrontées à de graves difficultés économiques conjoncturelles, en accordant une attention particulière aux entreprises sous-traitantes.

À travers ces mesures, les organisations signataires s'attachent à :

- maintenir l'attractivité de la métallurgie dans le département de la Vienne (86) ;
- défendre l'emploi via la formation professionnelle pour le maintien et le développement des compétences et des qualifications des salariés ;
- anticiper au mieux la reprise en mettant à profit les périodes de sous-activité pour intégrer les enjeux liés à l'évolution des métiers et se préparer aux nouvelles technologies comme le numérique, le digital, la robotisation... ;
- sauvegarder la compétitivité des entreprises concernées en créant un cadre favorable leur permettant de diversifier leur activité dans d'autres secteurs tels que l'aéronautique par exemple.

Réalisation du diagnostic préalable

Un diagnostic quantitatif et qualitatif portant sur la situation économique et de l'emploi dans le secteur automobile filière Diesel a été réalisé conjointement par les partenaires sociaux au cours de la négociation du présent accord.

Il fait ressortir les principaux éléments suivants :

1. Éléments conjoncturels

En septembre 2015 explose la bombe médiatique « DIESELGATE », le scandale Volkswagen sur les logiciels de détection et de manipulation des contrôles antipollution. Ces révélations ont alors mené à une vague de suspicions sur le diesel et à une traque antipollution menée par les gouvernements, les organismes publics et parapublics et les ONG. Ces suspicions ont impacté d'autres acteurs de l'automobile. Renault, PSA et Fiat Chrysler Automobiles ont ainsi été accusés d'avoir manipulé leurs taux d'émissions d'oxyde d'azote (NOX) depuis les tests effectués sur leurs véhicules.

En dépit des progrès réalisés sur les moteurs, les comportements d'achats ont évolué. On peut mesurer l'impact du DIESELGATE en France avec une chute des ventes de véhicules Diesel de 23 points sur ces 4 dernières années (de 64 % en 2014 à 40,6 % aujourd'hui, selon le comité des constructeurs français d'automobiles).

La filière Diesel représente 12 000 emplois directs.

Aujourd'hui, les constructeurs abandonnent le diesel pour se tourner vers l'électrique. La filière automobile est donc en pleine transition.

Du côté des constructeurs français, la barre symbolique des 50 % des ventes a été franchie à la baisse l'an passé, avec 52 % et 54 % de diesel chez Peugeot et Renault en 2016, et 49 % en 2017. Enfin, pour Citroën, les véhicules Diesel représentent désormais 43 % de ses ventes en Europe.

Les sous-traitants de la filière Diesel sont donc directement impactés, avec une chute brutale de leurs chiffres d'affaires, et rencontrent donc de graves difficultés économiques conjoncturelles qui auront des conséquences en termes d'emplois.

De plus, à la vue de ces informations, l'activité Diesel ne pourra que continuer à baisser.

Dans la Vienne, la filière Diesel regroupe 9 entreprises employant 936 salariés. Ces entreprises interviennent dans le secteur des fonderies, de la mécanique générale, de l'affûtage, de l'alliage des métaux, de la maintenance et de l'usinage.

Cette filière a subi une baisse des commandes de plus de 30 % par rapport aux prévisions du début d'année. Cette chute des commandes ampute fortement la trésorerie des entreprises.

Ces entreprises ayant anticipé une baisse (plus progressive) de la filière Diesel, avaient prévu des investissements sur des nouvelles filières.

Ces difficultés conjoncturelles rendent donc plus difficiles ces investissements en lignes de production et en formation des collaborateurs.

2. Évolution des métiers

Sur les principales tendances concernant l'évolution des métiers, des compétences et des qualifications, l'observatoire paritaire prospectif et analytique des métiers et des qualifications de la métallurgie constate que la plupart des métiers vont subir rapidement des évolutions : élargissement des compétences demandées, disparition des tâches les plus simples, autonomie au poste de travail, besoin de maîtrise de plusieurs technologies, plus forte adaptabilité au changement, exigences techniques et managériales renforcées pour les techniciens et cadres, renforcement de la relation client, intégration d'outils robotiques, numériques et digitaux d'intelligence artificielle.

Face à ce constat, la branche professionnelle accompagnera le maintien des compétences et de l'emploi de salariés d'entreprises confrontées à de graves difficultés économiques conjoncturelles.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux entreprises et aux établissements visés à l'article 1^{er} relatif au « Domaine d'application » des « Clauses communes » de la « convention collective des industries métallurgiques, électriques et connexes du département de la Vienne », dont l'activité, ou une partie seulement de cette activité, a pour objet :

- la fabrication, la fourniture de biens ou de services destinés, directement ou indirectement, à une entreprise ayant pour activité la construction automobile filière Diesel, peu importe la situation géographique de cette dernière sur le territoire national ;
- la construction automobile filière Diesel.

Le présent accord s'applique aux salariés, cadres et non cadres, des entreprises et établissements visés ci-dessus.

Article 2

Mesures urgentes en faveur de l'emploi

1. Actions de formation professionnelle

Les actions de formation professionnelle continue mises en œuvre dans le cadre du présent accord visent à maintenir et à développer les compétences des salariés.

Ces actions de formation professionnelle concernent tous les salariés y compris les salariés sous contrat d'apprentissage ou de professionnalisation dès lors qu'il s'agit d'une formation distincte de celle prévue au contrat.

Les entreprises qui décideraient de former leurs salariés pourront bénéficier des dispositifs de financement suivants :

Financements spécifiques prévus par le présent accord

Les actions de formation mises en œuvre au titre du présent accord bénéficient d'un financement spécifique selon les conditions prévues par l'article 9.3 de l'accord national du 23 septembre 2016 relatif à l'emploi dans la métallurgie.

Les conditions de prise en charge de ces coûts de formation sont déterminées par le conseil d'administration de l'OPCAIM, selon des priorités et principes définis par la CPNEFP restreinte de la métallurgie.

À la date de signature du présent accord, les conditions de prise en charge des actions de formation sont les suivantes :

- frais pédagogiques : 100 % ;
- rémunération : 100 % ;
- frais annexes (transport, hébergement, repas) : 100 %.

L'application du présent accord intégrera en tant que de besoin l'évolution des conditions de prise en charge des actions de formation qui feront éventuellement l'objet de délibérations du CA de l'OPCAIM, ces prises en charge s'opérant dans la limite d'une enveloppe budgétaire annuelle arrêtée par le conseil, sur recommandation de la CPNEFP restreinte.

Financements de droit commun

Il est rappelé qu'en dehors des financements spécifiques décrits ci-avant, les entreprises peuvent solliciter la prise en charge totale ou partielle des coûts pédagogiques et/ou des salaires afférents aux actions de formation mises en œuvre au profit de leurs salariés, en mobilisant les dispositifs de financement de droit commun que sont : le plan de formation, la période de professionnalisation et le compte personnel de formation.

À titre d'information, les décisions de prise en charge 2018 de l'OPCAIM, appliquées par l'ADE-FIM Limousin Poitou-Charentes, sont annexées au présent accord.

Autres financements mobilisables

Enfin, il est précisé que les entreprises peuvent également bénéficier, sous conditions, de cofinancements complémentaires spécifiques en 2018, qui ne font pas l'objet de cet accord.

2. Recours aux dispositifs issus du conseil en évolution professionnelle

Parallèlement aux dispositifs de formation cités ci-dessus, les partenaires sociaux souhaitent rappeler que tout salarié peut faire appel, dans le cadre d'un projet personnel, au conseil en évolution professionnelle (CEP). Ce dispositif d'accompagnement personnalisé est proposé à toute personne souhaitant faire le point sur sa situation professionnelle et, s'il y a lieu, établir un projet d'évolution professionnelle (reconversion, reprise ou création d'activité...).

Le CEP assure les prestations suivantes :

- un entretien individuel pour analyser sa situation professionnelle ;
- un conseil visant à définir son projet professionnel ;
- un accompagnement dans la mise en œuvre de ce projet.

3. Activité partielle

Les partenaires sociaux rappellent que le dispositif d'activité partielle constitue un moyen pour sauvegarder l'emploi au sein d'une entreprise confrontée à des difficultés conjoncturelles. Les dispositions législatives et réglementaires prévoient le bénéfice d'allocations pour toute heure chômée en dessous de la durée légale du travail.

Les périodes de réduction d'horaire ou de non-travail peuvent être mises à profit pour organiser des actions de formation professionnelle continue afin de maintenir voire développer les compétences des salariés dans la perspective d'une reprise de l'activité économique.

Article 3

Durée de l'accord

Conformément à l'article L. 2222-4 du code du travail, le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 2 ans à compter de son entrée en vigueur. Il entre en vigueur à partir du jour qui suit son dépôt, conformément à l'article L. 2261-1 du code du travail.

Article 4

Rendez-vous des parties et suivi de l'accord

Une commission paritaire de suivi est réunie afin d'examiner les conditions de mise en œuvre du présent accord.

Cette commission paritaire de suivi est composée de 2 représentants de chaque organisation syndicale représentative et d'un nombre égal de représentants de l'UIMM Vienne.

Les membres de la commission sont choisis de préférence parmi les personnalités ayant participé à la conclusion du présent accord.

Un bilan d'étape est réalisé dans le cadre de la commission paritaire de suivi, tous les 6 mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent accord, afin d'examiner ses conditions de mise en œuvre.

L'UIMM Vienne invite les membres de la commission paritaire de suivi à se réunir dans le délai de 1 mois précédant cette échéance.

Par ailleurs, un point sera présenté par l'ADEFIM Limousin Poitou-Charentes sur l'état des financements engagés, à chaque réunion de la CPREFP Nouvelle-Aquitaine.

Article 5

Révision de l'accord

Le présent accord peut être révisé, à tout moment pendant sa période d'application, par accord collectif conclu sous la forme d'un avenant.

Les organisations syndicales de salariés et professionnelles d'employeurs habilitées à engager la procédure de révision sont déterminées conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 du code du travail.

La procédure de révision est engagée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque organisation habilitée à négocier l'avenant de révision. À la demande d'engagement de la procédure de révision sont jointes les modifications que son auteur souhaite voir apportées au présent accord.

L'invitation à négocier l'avenant de révision est adressée par l'UIMM Vienne aux organisations syndicales représentatives dans le mois courant à compter de la notification la plus tardive des demandes d'engagement de la procédure de révision.

Les conditions de validité de l'avenant de révision obéissent aux conditions posées par l'article L. 2232-6 du code du travail.

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 6

Publicité de l'accord

1. Notification

Le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail.

2. Publicité

Le présent accord est, en application de l'article L. 2231-6 du code du travail, déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et du greffe du conseil de prud'hommes de Poitiers.

Il fait l'objet d'une demande d'extension dans les conditions prévues par l'article L. 2261-15 du code du travail.

Le présent accord sera mis à la disposition des entreprises, des instances représentatives du personnel et des salariés, sur le site de l'UIMM (www.uimm.fr) dans les conditions définies par l'accord national du 25 novembre 2005 sur l'information et la communication dans la métallurgie.

Fait à Chasseneuil-du-Poitou, le 24 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)